COMMUNE DE THENON

Département de Dordogne

Arrondissement de Sarlat

Séance du 17 janvier 2022 à 20h00

Nombre de**conseillers :**

En exercice : 15

Votants : 12

Présents : 10

L'an deux mil vingt deux, le 17 janvier à 20 heures 00,

Le conseil municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire,

A la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean Luc BLANCHARD, Maire

Date de convocation : 12. 01.2022 Affiché le 18.01.2022

Membres présents : Monsieur Jean Luc BLANCHARD, Madame Nicole DUBREUIL-RAVIDAT, Madame Adeline GOUDONNET, Monsieur Stéphane GREFFE, Madame Micheline BERNARD, Monsieur Dominique DUCHEMIN, Monsieur Olivier BERNARD, Madame Marie Noelle QUEYROI, Monsieur Christophe COURTEY, Madame Laurence SAULIERE, Monsieur Samuel DROUARD, Madame Nadine STUCHFIELD DENBY

Absents excusés ayant donné mandat de vote :

Monsieur Rolland MOZE (donne pouvoir à Monsieur Christophe COURTEY)

Madame Carine DUPUY (donne pouvoir à Madame Marie Noelle QUEYROI)

Membre absent : Madame Marie Pia DRACHE**Secrétaire de séance :** Nicole DUBREUIL-RAVIDAT

Ordre du jour :**FONCTION PUBLIQUE – PERSONNEL TITULAIRES ET STAGIAIRES DE LA F.P.T****01-2022** Convention adhésion au service de médecine du CDG 24**02-2022**Création d' emplois permanents**FINANCES LOCALES - DIVERS****03-2022** Admissions en créances éteintes de produits irrécouvrables**04-2022** Facturation remboursement consommation eau**DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES- ENVIRONNEMENT****05-2022** Installation d'une réserve incendie sur le domaine d'autrui**DOMAINE ET PATRIMOINE- ALIENATIONS****06-2022** Vente camion**QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 20h00.

Il nomme Madame Nicole DUBREUIL-RAVIDAT secrétaire de séance.

Il présente le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 29 novembre 2021.

Ce compte-rendu est adopté à l'unanimité.

Il demande à ajouter un point à l'ordre du jour.

Il présente les DIA .

Délibération n° 01-2022/ FONCTION PUBLIQUE – PERSONNEL TITULAIRES ET STAGIAIRES

Objet de la délibération : Convention adhésion au service de médecine du CDG 24

Vu l'article 108-2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, actant l'obligation pour les collectivités et des établissements de disposer d'un service de médecine préventive, soit en créant leur propre service, soit en adhérant aux services de santé au travail interentreprises ou assimilés, à un service commun à plusieurs collectivités ou au service créé par le centre de gestion,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion de la Dordogne en date du 22 octobre 1993, actant la mise en place d'un service de médecine préventive,

Vu la proposition de convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG24 pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 approuvée par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Dordogne en date du 5 Novembre 2021,

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil l'obligation de disposer d'un service de médecine préventive ; pour ce faire, il propose d'adhérer au service de médecine professionnelle et préventive et porte à la connaissance des membres présents les dispositions de la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Dordogne (jointe en annexe) pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal,**

- **Acceptent** les conditions d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive décrites dans la convention annexée à la présente délibération ;
- **Autorisent** Monsieur le Maire à faire, dire et signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire.

☞ **Vote** : Pour : 12
 Contre : 0
 Abstention : 0

☞ **Constate** que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 02-2022 / FONCTION PUBLIQUE – PERSONNEL TITULAIRE

Objet de la délibération : Création d'emplois permanents

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Il vous est proposé de créer un emploi permanent d'agent polyvalent du service technique appartenant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux au grade d'adjoint technique relevant de la catégorie C pour les travaux de voirie , d'espaces verts et d'entretien des bâtiments pour une durée hebdomadaire de 35 heures 00, à compter du 1^{er} mars 2022.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- Entretien de voirie
- Entretien des espace verts
- Entretien des bâtiments

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Il vous est proposé de créer un emploi permanent de secrétaire générale appartenant au cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux au grade d' adjoint administratif principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie C pour le secrétariat général pour une durée hebdomadaire de 35 heures 00, à compter du 1^{er} avril 2022.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- Administration générale
- Elaboration et suivi du budget
- Préparation et suivi des conseils municipaux
- Gestion des ressources humaines
- Marchés publics et suivi des demandes de subventions
-

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal,**

- ☞ **Décide** d'adopter la proposition du Maire
- ☞ **Décide** d'inscrire au budget les crédits correspondants aux chapitres prévus à cet effet.

- ☞ **Vote** : Pour : 12
- Contre : 0
- Abstention : 0

- ☞ **Constata** que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 03– 2022 / FINANCES LOCALES – DIVERS**Objet de la délibération : Admissions en créances éteintes de produits irrécouvrables**

Vu les articles L2121-29, L2121-1 à L2121-23, R2121-9 et R2121-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui concernent le conseil municipal et ses modalités de fonctionnement ,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables, ;

Vu l'état mentionnant les créances éteintes transmis par Monsieur le Trésorier,

Considérant que le comptable certifie avoir émargé aux articles respectifs, les sommes indiquées sur l'état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ;

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en créances éteintes, par l'assemblée délibérante, ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité les créances irrécouvrables ;

Concernant les créances éteintes. On constate l'extinction de ces créances, définitivement effacées, consécutivement à la liquidation judiciaire de fournisseurs ou de sociétés titulaires de marchés publics. Ces créances sont annulées par décision judiciaire (clôture insuffisante d'actif, règlement judiciaire, surendettement décision d'effacement de dette). Pour ces créances éteintes, la commune et la trésorerie ne pourront plus tenter d'action de recouvrement.

Le montant des créances éteintes représente un montant de 500 € pour le budget principal de la commune.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal,**

- ✍ **Approuve** l'admission en créances éteintes pour un montant de 500€,
- ✍ **Autorise** l'imputation des dépenses sur l'article 6542 du budget principal de la commune,

- ✍ **Vote :** Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

- ✍ **Constate** que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 04-2022 / FINANCES LOCALES – DIVERS**Objet de la délibération : Facturation remboursement consommation eau**

Monsieur le Maire informe l'Assemblée sur les 11 mètres cubes d'eau consommés par l'entreprise Pizza Mania.

Il propose de facturer le mètre cube à 2.15€, soit un total de 23.65€

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal,**

✚ **Autorise** Monsieur le Maire à percevoir ce remboursement sur l'article 7788 du budget primitif de la commune,

✚ **Vote :** Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

✚ **Constate** que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 05-2022/ DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES-ENVIRONNEMENT

Objet de la délibération : Installation d'une réserve incendie sur le domaine d'autrui

Monsieur le Maire explique qu'un administré doit installer une réserve incendie type citerne souple de 30m³ sur sa propriété sur la parcelle cadastrée E 933 située au Gannat Haut avec un accès par voie carrossable de 3 mètres minimum pour les véhicules poids lourds .

Il vous est proposé de lui fournir les matériaux. La mise en place restant à sa charge.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal,**

✚ **Approuve** l'installation d'une réserve incendie sur le domaine d'autrui.

✚ **Vote :** Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 0

✚ **Constate** que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité

Délibération n° 06 – 2022 / DOMAINE ET PATRIMOINE- ALIENATIONS

Objet de la délibération : Vente camion

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que Monsieur ATACOLODJOU souhaite acquérir le camion mis en service en 1987, de marque RENAULT immatriculé FL-331-ZR pour un prix de 300 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal d'une part de bien vouloir approuver la sortie de l'inventaire du véhicule susvisé et d'autre part de l'autoriser à effectuer l'ensemble des démarches administratives nécessaires à la vente de ce véhicule moyennant le prix de 300 €.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le Conseil Municipal,**

- ↪ **Approuve** la sortie d'inventaire du camion,
- ↪ **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer l'ensemble des démarches administratives ainsi qu'à signer les pièces afférentes à la cession du camion benne au profit de Monsieur ATACOLODJOU pour un montant de 300€,
- ↪ **Autorise** Monsieur le Maire à percevoir le montant de cette vente sur l'article 7788 du budget primitif de la commune.

↪ **Vote** : Pour : 12
 Contre : 0
 Abstention : 0

- ↪ **Constate** que la présente délibération a été approuvée à l'unanimité.

Monsieur le Maire rapporte à l'Assemblée l'ensemble des décisions prises par elle depuis la dernière réunion du Conseil Municipal, en application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités locales. L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire déclare la séance close à 20h00. Les délibérations prises dans cette séance sont numérotées 01-2022 à 06-2022.

<i>Monsieur Jean Luc BLANCHARD</i>	<i>Madame Nicole DUBREUIL- RAVIDAT</i>	<i>Monsieur Rolland MOZE Pouvoir à Mr Courtey</i>	<i>Madame Adeline GOUDONNET</i>
<i>Monsieur Stéphane GREFFE,</i>	<i>Madame Micheline BERNARD</i>	<i>Monsieur Dominique DUCHEMIN</i>	<i>Madame Carine DUPUY Pouvoir à Mme QUEYROI</i>
<i>Monsieur Olivier BERNARD</i>	<i>Madame Marie Noelle QUEYROI,</i>	<i>Monsieur Christophe COURTEY</i>	<i>Madame Laurence SAULIERE</i>
<i>Monsieur Samuel DROUARD</i>	<i>Madame Nadine STUCHFIELD DENBY</i>	<i>Madame Marie Pia DRACHE Absente</i>	